

« SENTIER LUMINEUX »

Quelle perspective pour la révolution au Pérou ?

SOMMAIRE

I L'ÉTAPE DE LA RÉVOLUTION AU PÉROU

II LE RÉFORMISME SPONTANÉ ET ORGANISÉ

III NATIONALISME ET INTERNATIONALISME

IV VIOLENCE ET LUTTE ARMÉE

V OUI, NOUS SOUTENONS « SENTIER LUMINEUX »

La guérilla du Parti Communiste du Pérou se développe tous les jours et avec elle les interrogations sur l'orientation et les objectifs de cette lutte. En cette période de reflux politique, cette expérience maoïste prend le contrepied de tous les discours défaitistes et interpelle les révolutionnaires du monde entier.

Deux articles de présentation dans notre journal Pour le Parti (N°70 et N° 71, Septembre et Octobre 1984) nous ont valu de nombreuses critiques et remarques. Cet article plus approfondi tente de faire une analyse plus fouillée du programme et de l'orientation du PCP, sur la base des textes dont nous disposons, en français ou en espagnol. Il reprend également une critique incendiaire parue dans le journal « Combat Communiste » N°98 du 20 Octobre 1984, pour la démonter point par point, parce qu'elle concentre toutes les erreurs d'analyse et d'interprétation possible sur les tâches de la révolution dans les pays dominés par l'impérialisme.

Cet article ne met pas un point final à notre analyse de la situation au Pérou. C'en est un moment précis, que nous enrichirons au fur et à mesure des évolutions politiques de la lutte des classes, et en fonction des nouvelles informations dont nous disposerons.

I L'ÉTAPE DE LA RÉVOLUTION AU PÉROU

A. Révolution démocratique et révolution socialiste

Le processus révolutionnaire dans les pays dominés est une des questions les plus délicates en débat parmi les communistes du monde entier. Quelles sont les tâches de la révolution dans ces pays, compte tenu du développement capitaliste soumis à l'impérialisme qui y a lieu ?

1/ D'abord, quelques rappels fondamentaux

Ce qui distingue ces deux types de révolution, ce n'est plus l'existence ou non de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, non plus que la nationalité du capital : ce sont les rapports réels de production, les conditions économiques qui déterminent si la révolution a un caractère bourgeois ou socialiste.

Il ne faut ainsi pas confondre deux choses : l'état de développement économique d'un pays qui détermine le caractère de classe de la révolution (socialiste dans les pays capitalistes, démocratique bourgeoise dans les pays féodaux) d'une part, et la forme que revêt ce développement (fasciste ou démocratique, développé ou non développé, oppresseur ou opprimé), forme qui définit des tâches tactiques différentes sur les alliances de classe et le degré d'avancement des tâches socialistes à accomplir.

Ensuite, sur cette base, il faut reconnaître l'existence de l'impérialisme et que « son trait caractéristique est que le monde entier se divise actuellement en un grand nombre de pays opprimés et un nombre infime de peuples oppresseurs » (Lénine). En outre, « Sous le couvert de création d'Etats politiquement indépendants, les impérialistes créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance, dans les domaines économiques, financiers et militaires », ce qui entraîne des tâches particulières à la révolution dans ces pays.

C'est une analyse de ce type, à la fois économique et politique qui avait amené Mao Tsé Toung à caractériser la Chine d'Etat « semi-féodal et semi-colonial » et à dégager comme première étape de la révolution, la révolution de Démocratie Nouvelle antiféodale (question agraire, droits démocratiques) et anti-impérialiste, sous la direction du prolétariat.

Nous ne développerons pas ici l'ensemble des positions maoïstes sur la Révolution de Démocratie Nouvelle et la Révolution Socialiste. Nous renvoyons nos lecteurs intéressés à notre brochure « Première réponse à Enver Hoxha » (Juillet 1979) qui approfondit cette question (disponible en ligne <https://ocml-vp.org/article2169.html>).

2/ Déviations de droite et déviations de gauche

La déviation la plus grossière est la déviation nationaliste qui est fondée sur la confusion entre les questions politiques et les questions économiques. Certains nient que le développement du capitalisme dans les pays opprimés soit vraiment du capitalisme, sous prétexte que celui-ci est dépendant, tronqué, etc. Ils prétendent alors que la révolution est entièrement « démocratique et nationale », c'est-à-dire bourgeoise, contre le féodalisme et l'impérialisme. Variante : certains reconnaissent que le capitalisme dépendant existe bien mais préconisent un programme d'« indépendance nationale » avec un contenu si réduit (nationalisations, planification...) qu'il n'est en fait qu'un programme du « capitalisme indépendant »

considéré comme une étape nécessaire avant les mesures socialistes proprement dites. Ils ont une vision figée, statique de cette étape : on prend le pouvoir, on accomplit les tâches antiféodales et anti-impérialistes et seulement quand elles sont achevées, on commence à envisager l'étape socialiste. En cloisonnant ainsi les diverses étapes, on ne peut que développer une société nationaliste bourgeoise, on a l'impossibilité politique d'aborder l'étape suivante puisque la classe ouvrière n'y est pas préparée.

Ce qui aboutit à mettre le prolétariat à la remorque des appétits des capitalistes nationaux, même si on jure que cette étape est « dirigée par le prolétariat ». La direction du prolétariat se reconnaît entre autres au caractère socialiste et prolétarien des mesures préconisées ou adoptées dans les secteurs capitalistes de l'économie et non à l'intensité des proclamations comme l'expérience l'a prouvé.

Mais face à l'échec patent de ces positions droitières, illustrées par l'Algérie et bien d'autres exemples, d'autres déviations sont apparues. La déviation ultra-gauche et ses variantes, qui nie toute étape démocratique bourgeoise dans les pays arriérés. Qui ne met en avant que les tâches socialistes et s'appuie exclusivement sur la classe ouvrière dans ces pays. Voyons par exemple ce que dit Combat Communiste à ce sujet :

« Quelle politique défendre dans les pays où la classe ouvrière est très faible ou inexistante ? (Notons que ces pays sont de moins en moins nombreux aujourd'hui).

Il est clair que nous ne proposons pas aux masses misérables, paysans, chômeurs, habitants de bidonvilles, de ces pays, d'attendre que la révolution ait triomphé dans les pays capitalistes où la classe ouvrière est développée, pour

s'organiser, lutter contre l'oppression qu'ils subissent, et nous soutenons ces révoltes, même lorsqu'elles se donnent des directions politiques nationalistes (tout en critiquant ces directions).

Mais il faut savoir et dire clairement qu'il n'existe pas de possibilité d'établir le pouvoir ouvrier, et encore moins de « construire le socialisme » dans ces pays. Par contre, dans le cadre international, dans une situation de développement du mouvement ouvrier, les luttes de ces pays pourraient se placer sous une authentique direction ouvrière, constituer des alliés précieux pour le prolétariat mondial. Dans le cadre d'une Internationale Communiste se fixant pour objectif la destruction du capitalisme.

En l'absence d'un tel pôle ouvrier révolutionnaire mondial, dans une période historique marquée par la contre-révolution, tous les mouvements de guérillas paysannes ne pouvaient pas dépasser le nationalisme ».

Et bravo pour la clarté ! Autrement dit, dans la situation présente, concrète, du mouvement communiste international, les luttes dans ces pays ne peuvent pas dépasser le nationalisme. Et les éventuels communistes de ces pays ont donc le choix entre quelques perspectives absolument exaltantes : l'émigration, le suicide, la trahison de leurs convictions, ou la propagande pure coupée de tout rapport avec la réalité. Ils apprécieront.

La volonté « prolétarienne » de ces camarades, prétendant s'opposer au nationalisme bourgeois, les conduit dans les faits à lui laisser le champ libre !! Au contraire, Lénine, puis Mao Tsé-toung, ont développé la thèse (et sa pratique) de la révolution démocratique bourgeoise sous direction du prolétariat : partant du fait qu'à l'époque de l'impérialisme plus aucune révolution bourgeoise ne peut avoir de caractère progressiste, ils ont montré comment la classe ouvrière devait prendre la direction de cette étape, assurer les tâches antiféodales, démocratiques et anti-impérialistes, pour préparer le passage à la révolution prolétarienne.

Si donc la paysannerie est la force principale dans ce processus, non seulement numériquement mais surtout politiquement, parce que directement concernée par ces tâches, c'est la classe ouvrière qui doit jouer le rôle dirigeant. Cette distinction force principale/rôle dirigeant (à laquelle ne comprend rien Combat Communiste) est pourtant essentielle pour l'étape démocratique. Combat Communiste a une vision complètement mécanique, numérique et physique de ce rôle dirigeant. S'il est vrai que c'est un critère important, ce n'est pas une garantie... il est malheureux de rappeler qu'il y a de nombreux ouvriers à la direction des partis révisionnistes.

Le caractère prolétarien de la direction se juge dans les faits, à savoir comment la Révolution de Démocratie Nouvelle est orientée vers la préparation de l'étape socialiste, comment sont prises en charge les tâches socialistes dès l'étape précédente. Et la lutte contre la division sociale du travail, l'éducation de la classe ouvrière à exercer son rôle de direction dans tous ses domaines ce n'est pas une « vague, référence sans guère de signification » comme le prétend Combat Communiste, c'est très concret !

Evidemment ces positions ultra-gauches sont, bien embêtées par les conclusions auxquelles elles aboutissent, à savoir l'impossibilité dans ces pays de faire un travail de communistes. Elles développent alors une analyse complètement erronée de ces pays, montrant que la révolution bourgeoise est achevée, que ces pays sont entièrement capitalistes et donc que l'étape de la révolution est claire et socialiste. En fait, une organisation comme Combat Communiste, défiant toute analyse marxiste un minimum sérieuse, ne distingue même pas les diverses étapes de la révolution, suivant le niveau de développement des forces productives et de la survivance ou non de rapports de production féodaux. Le seul critère de distinction, c'est le niveau numérique de développement de la classe ouvrière. Oserions-nous une question à quel pourcentage d'ouvriers la révolution change-t-elle le caractère ? Critère de sociologie bourgeoise qui fait l'impasse sur la réalité d'une formation sociale donnée, concept éminemment politique et globalisant.

Donc, au Pérou, la classe ouvrière représentant 10% de la population, et la majorité des habitants vivant dans les villes, le problème est réglé¹. On mesure la richesse de l'analyse.

Enfin, toujours au nom d'un prétendu rejet du nationalisme, cette analyse nie complètement la domination impérialiste sur ces pays dominés et donc l'existence de tâches nationales. L'ultragauche ne voit que des rapports

¹ Nous reviendrons plus loin sur la part de réalité contenue dans ces faits et les conséquences qu'ils peuvent avoir sur les tâches de la révolution.

entre pays capitalistes plus ou moins développés, sans voir ce que ce développement capitaliste dans les pays dominés est en général très particulier, dépendant et entièrement soumis à l'impérialisme.

Négation de l'étape démocratique sous direction prolétarienne, négation de la domination impérialiste et des tâches nationales qu'elle impose, de telles positions ultragauche ne peuvent mener qu'à la catastrophe ou à l'impuissance...

3/ L'entremêlement des tâches nationales, démocratiques et socialistes

En vérité, dans la plupart des pays dominés, et au Pérou en particulier, les tâches révolutionnaires sont un entrelacs de tâches démocratiques et nationales et de tâches socialistes prolétariennes. Plus le capitalisme se développe dans ces pays (dépendants ou non, déformés ou non), plus les tâches socialistes prennent de l'importance et plus la différence entre les deux étapes devient formelle, et plus ce qui compte est le contenu réel de la révolution, défini en fonction de la réalité des rapports de production divers coexistant et des formes superstructurelles qui leur correspondent.

a) Sur le rapport entre étape démocratique et étape socialiste. La première étape de la révolution, de Démocratie Nouvelle, doit accomplir des tâches démocratiques et antiféodales, anti-impérialistes. Mais ce doit être une révolution en transformation permanente, instable et dynamique de construction/destruction : en même temps que la révolution détruit la société semi-féodale, elle construit peu à peu l'Etat de Démocratie Nouvelle, d'abord dans les zones de guérilla ensuite dans les bases d'appui et les zones libérées. Cette étape s'achève par la prise de pouvoir central, la prise des villes, l'instauration de la dictature du prolétariat.

D'autre part, la classe ouvrière, concentrée par définition dans les secteurs capitalistes de l'économie doit être effectivement mobilisée sur un programme prolétarien de renversement des rapports de production capitalistes (et non sur un programme de « capitalisme indépendant »), c'est-à-dire sur ses objectifs propres de classe dirigeante : si elle est éduquée à l'exercice du pouvoir dans cette longue lutte, en parallèle avec la révolution agraire à la campagne, elle apprend à connaître ses ennemis et à se méfier de ses amis qui mènent dans l'immédiat une révolution bourgeoise. Elle s'éduque ainsi politiquement dans la lutte immédiate, ce qui lui permet de jouer effectivement son rôle de direction de l'étape de Démocratie Nouvelle. Enfin, elle arrive au pouvoir relativement préparée à affronter de nouvelles tâches sur la base d'alliances de classes forcément modifiées (ou en cours de modification). Il est alors possible de dominer les tendances au développement capitaliste, inévitables dans un pays arriéré sur la base d'une révolution agraire.

C'est d'une part cette vision dynamique et instable de la Révolution de Démocratie Nouvelle, d'autre part l'éducation communiste du prolétariat dès aujourd'hui dans la lutte des classes qui permet la meilleure préparation de l'étape socialiste.

b) Sur le rapport entre tâches nationales et socialistes. Pour ne pas sombrer dans un économisme réducteur, il faut considérer qu'à la dépendance dans le domaine économique correspondent des formes de domination impérialiste dans le domaine politique, des formes d'oppression nationale. C'est ce qui explique la puissance du sentiment national dans les mouvements de masse des pays opprimés, et la nécessité pour les communistes de ces pays de soutenir un programme national dans la première étape de la révolution : programme de rupture avec l'impérialisme et de récupération de leur souveraineté dans tous les domaines. Le caractère dépendant du développement capitaliste n'a pas seulement des conséquences politiques au niveau de la lutte nationale, il en a aussi sur le programme économique de la révolution : le renversement des rapports de production capitalistes dans ces secteurs ne peut pas s'opérer sur la base d'une industrie inchangée dans ses principaux secteurs d'activité, souvent, sans commune mesure avec les besoins réels du pays (industrie spéculative, pillage des matières premières, tourisme, industrie tournée vers les marchés des pays impérialistes, etc.). Le programme économique de la révolution doit donc nécessairement, et révolutionner les rapports de production, et développer les forces productives dans le sens de rééquilibrer l'industrie en fonction des besoins des masses.

Il ne sert à rien d'agiter la « révolution internationale » comme un hochet et la solution miracle aux difficultés bien réelles que la révolution prolétarienne rencontre pour se frayer un chemin dans les pays arriérés. Car il faut encore donner un contenu à cette révolution internationale et indiquer à quelles conditions elle est possible. La fusion librement consentie des nations, et l'abolition des frontières nationales n'est possible qu'à la condition de considérer l'égalité des nations, grandes et petites comme une transition nécessaire, et donc de soutenir partout les luttes

contre l'oppression nationale (là où elle existe réellement). Ensuite, les communistes ne réaliseront jamais une révolution internationale sans se donner un programme économique de renversement de la division internationale impérialiste du travail, base économique de l'inégalité politique des nations. Et donc de soutenir dans les pays opprimés un programme de développement équilibré des industries, de l'agriculture, etc.

Notre critique du nationalisme se doit donc d'être interprétée au plus juste car la question est évidemment complexe. Nous ne reprochons pas aux déviations nationalistes d'avoir un programme national anti-impérialiste, ni d'avoir un programme de rééquilibrage des économies dépendantes. Ces revendications sont la transition nécessaire à l'existence d'une révolution communiste internationale, réelle et non mythique. Nous leur reprochons de croire qu'une phase de capitalisme indépendant soit possible et nécessaire pour accomplir ultérieurement une révolution prolétarienne, ou bien de baptiser de « prolétarien » ce programme purement capitaliste. Alors que l'expérience montre, premièrement que sur la base de rapports de production capitalistes il est impossible de rompre la domination impérialiste et d'échapper à la division internationale du travail correspondante ; deuxièmement que le prolétariat ne peut pas conquérir ou conserver le pouvoir sur la base d'un tel programme bourgeois et que la bourgeoisie ancienne ou nouvelle, grande ou petite, s'installe alors à la place.

B. Le Pérou et le Parti Communiste du Pérou

1/ La situation économique et sociale du Pérou

a) Les diverses couches et classes du Pérou

En 1977, la population active se répartit ainsi :

- . 39% dans l'agriculture
- . 15% dans l'industrie
- . 36%, dans les services

(Source : Ministère du Travail)

Chiffres que l'on peut comparer à l'urbanisation : en 1981, selon le recensement, 67% de la population vit en zone urbaine (villes de plus de 2 000 habitants) et 33% en zone rurale. Enfin, d'autre part, la classe ouvrière est estimée à environ 650 000 personnes, soit environ 10% de la population active totale, pour les deux-tiers employés dans des entreprises de moins de cinq personnes.

Ces divers chiffres permettent de se faire une idée de l'ordre de grandeur des diverses classes et couches sociales : une classe ouvrière relativement développée, concentrée dans les villes, une paysannerie minoritaire mais qui représente le groupe homogène le plus nombreux et un fort secteur de services, lié à l'impérialisme et à l'appareil d'Etat, essentiellement présent dans les villes.

Deux phénomènes doivent être notés :

- l'urbanisation explosive, tardive et concentrée au profit des grosses villes essentiellement :

en 1940, 45% des citadins habitaient des villes de moins de 20 000 habitants, en 1972, 63% habitaient dans des villes de plus de 100 000 habitants ! La province de Lima-Callao est passée de 602 000 habitants en 1940 à 4 410 000 en 1981, soit 23% de la population du pays !

Urbanisation massive liée au problème agraire et à la misère dans les départements les plus pauvres. En 1972, les trois départements où l'émigration est la plus forte (Apurimac, Ayacucho, Huancavelica) sont précisément ceux où le revenu individuel est le plus faible.

- l'importance croissante, économique, sociale et politique des secteurs populaires urbains. Près d'un quart de la population du pays habite maintenant par exemple Lima, dont 60% en habitat précaire (taudis ou bidonvilles), regroupant essentiellement la classe ouvrière et les travailleurs indépendants sous-employés, les petits métiers de la ville, vendeurs de journaux, petits artisans, etc.

b) La question paysanne et la réforme agraire

Le problème de la terre a été l'occasion de multiples révoltes depuis des dizaines, voire des centaines d'années, autour du même mot d'ordre : « La terre à ceux qui la travaillent ». Face aux immenses masses paysannes sans terre,

réduites à la misère, les latifundia de milliers d'hectares des propriétaires terriens, véritables seigneurs féodaux. Le Pérou connaissait la même situation que la plupart des pays d'Amérique Latine, héritée de la colonisation espagnole.

Face à cette situation, l'impérialisme et la bourgeoisie naissante ont lancé une réforme agraire, visant à supprimer ces rapports féodaux et à faire pénétrer le capitalisme dans l'agriculture. Réforme agraire qui permet à tous les bourgeois et opportunistes de clamer que le problème de la terre est réglé. Ainsi Combat Communiste écrit un peu rapidement : « On peut s'interroger sur la définition du Pérou comme "féodal" alors que la réforme agraire a fait pratiquement disparaître les latifundia de ce pays ». Il faut alors rappeler que :

- la réforme agraire n'a touché que 26% de la paysannerie, chiffres officiels. Résultat, les paysans sans terre sont restés sans terre, les paysans pauvres restent dans la misère. Et cela concerne les 3/4 de la paysannerie ;
- que dans le secteur concerné, la réforme agraire a bien sûr représenté une pénétration capitaliste à la campagne. Mais les secteurs réformés étaient expropriés au profit des paysans, qui devaient rembourser la dette agraire de cette expropriation auprès des propriétaires terriens. Remboursement d'autant plus difficile que le transfert de valeur de l'agriculture vers l'industrie s'effectuait également par une politique des prix défavorable aux paysans : entre, 1973 et 1974, le prix d'achat des pommes de terre au producteur augmente de 40%, alors que le prix de vente des engrais, lui, augmente de 87%.

Conséquence de cette « réforme » un peu particulière : la persistance, sous une forme nouvelle, des rapports de domination des propriétaires terriens sur la paysannerie, y compris avec le maintien de servitudes féodales (travail gratuit...).

Les seuls secteurs à profiter de la réforme agraire sont les CAP (Coopératives Agricoles de Production) qui orientent une grande part de leur production vers le marché international. Etroitement contrôlées par l'État, elles représentent environ la moitié du secteur réformé.

En conclusion :

- pour la majorité des paysans (88%), la réforme agraire est soit inconnue, soit sans effet ;
- la pénétration impérialiste et capitaliste n'a lieu que dans des secteurs limités et ne réussit pas à s'étendre à toute la campagne ;
- les propriétaires terriens ne disparaissent pas, mais leur mode de domination sur la paysannerie se transforme, quand il ne reste pas en l'état ;
- la réforme agraire n'a donc pas eu lieu, même sous une forme bourgeoise, le problème de la terre reste entier au Pérou.

c) Le développement capitaliste au Pérou

Dans les années vingt, le développement de l'industrie a provoqué l'apparition d'une classe ouvrière, dont l'importance numérique (environ 10% de la population active) et politique ne cesse de grandir.

D'abord localisée dans les régions minières du centre, l'agriculture d'exportation sur la Côte et l'industrie textile à Lima, l'industrialisation se développe surtout à partir des années soixante, dans les industries d'assemblage, la sidérurgie, l'agroalimentaire. Ce développement s'accélère dans les années soixante-dix avec l'installation des firmes impérialistes, cherchant à profiter du marché intérieur.

Il y a donc développement, réel, du capitalisme, mais d'un capitalisme dépendant, et sous la coupe de l'impérialisme américain : implantation des trusts impérialistes, productions tournées vers l'exportation en fonction des besoins impérialistes (mines, agriculture), soumission complète de l'économie nationale au grand maître nord-américain. Quelques exemples :

- dans l'agriculture, avant la réforme agraire et encore plus dans les quelques secteurs qu'elle touche, ce sont les exportations qui sont prioritaires et l'objet de tous les soins.
- le remboursement de la dette agraire (due à la réforme) est utilisé pour un bon tiers à la construction d'hôtels pour le tourisme.
- la nationalisation du système bancaire, en renforçant le poids de l'Etat, renforce le poids du FMI dans les choix d'investissements.
- une courte période nationaliste et protectionniste (1968 à 1975) avait permis un début de développement

d'industries locales (textile et agroalimentaire). Le développement de la crise mondiale provoque sur ordre de Washington un renversement de politique à Lima, le passage à l'ultralibéralisme économique, l'abandon de toute protection en matière d'importation et donc la liquidation de ces secteurs d'industries nationales. C'est ainsi que les pays impérialistes ont pu retarder un temps les effets de la crise en l'exportant dans les pays sous leur coupe.

Ce développement capitaliste est donc complètement artificiel, soumis aux volontés de l'impérialisme suivant ses besoins et échéances de la crise. Il est donc parfaitement erroné de comparer la situation au Pérou avec celle de la Russie tsariste comme le fait Combat Communiste : la Russie était elle-même un pays impérialiste, le Pérou est un pays dominé par l'impérialisme.

Il y a une double détermination à cet aspect de l'économie péruvienne : capitaliste ET dépendant. Oublier l'une ou l'autre, c'est se tromper sur les tâches de la révolution.

Suivant ces analyses, nous pourrions caractériser le Pérou comme un pays « semi-capitaliste et semi-colonial », par analogie avec la définition maoïste de la Chine, tout en insistant sur l'état plus développé du capitalisme dans ce pays. Pays donc où l'étape est une étape de la Démocratie Nouvelle puisque la question agraire et les tâches anti-impérialistes restent à accomplir, mais où les tâches socialistes en préparation ont déjà une grande importance.

2/ Les positions du Parti Communiste du Pérou

a) sur la réforme agraire

« La dernière loi agraire, mise en route par le régime militaire fasciste est un effort de plus pour accentuer la voie des propriétaires terriens, celle-là même qu'ils prétendent imposer, avec comme symbole l'usage de la violence répressive. Le régime militaire fasciste se taxe de "révolutionnaire", "antiféodal" et se présente comme le promoteur d'une véritable réforme agraire. Mais au fond, c'est une "réforme" agraire réactionnaire, c'est la voie réactionnaire des propriétaires terriens pauvrement déguisés en paysans. Pourquoi disons-nous cela ? Parce que, comme les lois de réforme agraire précédentes, elle est favorable à l'EXPROPRIATION, c'est-à-dire au paiement des terres. Ainsi, les paysans qui travaillent les terres les rendent productives et les fécondent de leur sang et de leur sueur, doivent PAYER des mille et des millions de sols aux parasites et caciques, à ces propriétaires terriens qui seulement vivent et s'enrichissent de la cruelle exploitation des masses paysannes. La voie des propriétaires terriens de l'expropriation ne conduit ainsi ni à la disparition du féodalisme et à la fin du latifundium et de la servitude, ni même à son affaiblissement, mais à son RENFORCEMENT, économique, politique, social et militaire, etc. Sur la base du latifundium et avec la richesse produite par les masses paysannes, les propriétaires terriens et les capitalistes bureaucratiques comme leurs maîtres impérialistes yankees, introduisent des techniques et des modalités capitalistes d'exploitation, c'est-à-dire "raffinent", "modernisent" en un mot ACCENTUENT leur exploitation sur les masses paysannes. Ils vont faire encore plus travailler des millions et des millions de paysans, sous prétexte qu'ils sont "maintenant maîtres de la terre" et ainsi ils augmentent la production et les bénéfices, mais au nom du paiement, les fruits de leur travail passeront à l'Etat, au propriétaire terrien et aux fonctionnaires. Voilà l'essence de la voie des propriétaires terriens : renforcer le pouvoir des réactionnaires et des latifundistes et dépouillement accru des masses paysannes. Voilà la "réforme" agraire réactionnaire et contre-révolutionnaire »².

Ainsi donc, sans détailler, le PCP reconnaît la pénétration capitaliste dans l'agriculture, montre comment elle se fait avec et non pas contre les féodaux et pourquoi le problème de la terre reste entier.

b) sur la féodalité

Pour le PCP, le Pérou est un pays semi-féodal et semi-colonial. Voyons ce que recouvrent ces deux termes.

« "La semi-féodalité "ne doit assurément pas être recherchée dans la subsistance d'institutions, de formes politiques ou juridiques de l'ordre féodal. Formellement, le Pérou est un Etat républicain et démocratique bourgeois. La féodalité, ou semi-féodalité survit dans la structure de notre économie agraire" note Mariategui. Et c'est là qu'il faut le chercher aujourd'hui, malgré les années écoulées, car elle demeure et de nouvelles modalités à racines semi-

² « Deux consignes sur la question paysanne », mai 1970, Bandera Roja N°44 – journal (très) épisodique du PCP

féodales se développent, formes de travail gratuit, obligations familiales et salaires différés, prestations personnelles, maintien et fusion des vieux latifundia et prédominance des caciques locaux, seulement recouvertes par de nouvelles conditions et des phrases ronflantes »³.

On notera que pour le PCP, le féodalisme est donc la question agraire.

c) sur le développement du capitalisme

« Le capitalisme se développe au Pérou, mais un capitalisme soumis au contrôle de l'impérialisme nord-américain, principalement, et non pas un capitalisme qui permette une économie nationale et une industrialisation indépendante ; mais tout au contraire un capitalisme fonction de la métropole impérialiste qui ne permet pas une véritable économie nationale qui serve notre nation, ni une industrialisation indépendante, impliquant que les deux exigent préalablement la rupture de la domination impérialiste. Ainsi Mariategui ne nie pas le développement du capitalisme dans le pays, mais il précise le type de notre capitalisme, un capitalisme dans un peuple semi-féodal qui vit à l'époque des monopoles et de la réaction politique, un capitalisme qui accentue notre condition semi-coloniale à mesure qu'il se développe ; un capitalisme qui engendre une bourgeoisie compradore liée à l'impérialisme nord-américain. En synthèse, un capitalisme bureaucratique selon le point de vue de Mao Tsé Toung »⁴.

d) sur le rapport ouvriers/paysans

« A partir de l'état semi-féodal et semi-colonial de notre pays Mariategui a analysé les forces de la révolution, établissant qu'il y a deux classes fondamentales : le prolétariat et la paysannerie, et que tandis que celle-là est la force principale parce qu'elle est majoritaire et supporte le poids semi-féodal, celle-ci, la classe ouvrière est la classe dirigeante, et plus encore, il a ressorti que c'est seulement avec l'apparition du prolétariat que les paysans peuvent accomplir leur rôle : "la doctrine socialiste est la seule qui puisse donner un sens moderne, constructif à la cause indigène, qui, située sur son véritable terrain social et économique et élevée au niveau d'une politique créatrice et réaliste, dispose pour la réalisation de cette entreprise de la volonté et de la discipline d'une classe qui fait aujourd'hui son apparition dans notre processus historique : le prolétariat" »⁵.

Notons que cette position particulièrement claire sur le rôle dirigeant du prolétariat se retrouve dans tous les textes. On peut en discuter le contenu. On ne peut pas se permettre de truquer les textes comme le fait Combat Communiste, suite à un contresens de traduction : CC cite le texte « Développons la guerre de guérillas » en traduisant à sa manière « la paysannerie est la force motrice principale (...) jusqu'à ce que le prolétariat se développe comme classe dirigeante ». Et de ricaner sur ce « jusqu'à »... Si les camarades de Combat Communiste avaient été un brin moins aveuglés et plus attentifs, ils auraient vu que leur traduction était totalement contradictoire avec tous les autres textes du PCP, et donc ils auraient vu que la locution « en tanto que » en espagnol se traduit par « alors que » en français et non pas « jusqu'à ce que ». Ce qui évidemment est tout le contraire... Mais la mauvaise foi mène à toutes les extrémités...

e) Sur la compréhension de l'étape de Démocratie Nouvelle

« Ainsi depuis près de cinquante ans, depuis la fondation du Parti Communiste, la vieille révolution bourgeoise est devenue révolution de Démocratie Nouvelle, devenue révolution anti-impérialiste et antiféodale que seul le prolétariat peut diriger au travers de son Parti »⁶.

C'est-à-dire que pour les camarades péruviens, cette étape de la révolution est déjà commencée, en cours, et qu'ils se rattachent ainsi à la conception maoïste du processus révolutionnaire. D'autre part, le PCP se démarque nettement de l'anti-impérialisme bourgeois :

« D'un autre côté, s'attaquant aux apripistes qui élèvent l'anti-impérialisme "à la catégorie d'un programme, d'une attitude politique, d'un mouvement qui se suffit à lui-même et qui conduit spontanément, on ne sait en vertu de quel processus au socialisme et à la révolution sociale" et démasquant leur thèse "nous sommes de gauche (ou

³ « Réapproprions-nous Mariategui et reconstituons son parti », 1975 – version française p15

⁴ Id. p16

⁵ Id. p16-17

⁶ « Contre les illusions constitutionnalistes et pour l'Etat de Démocratie Nouvelle », Comité Central du PCP, 1978

socialistes) parce que nous sommes anti-impérialistes”, Mariategui a pris en compte que seul le prolétariat uni à la paysannerie peut diriger un anti-impérialisme conséquent et a signalé : “Pour nous, l'anti-impérialisme ne constitue pas déjà et ne peut constituer en soi seul un programme politique, un mouvement de masses apte à la conquête du pouvoir” et il achève : “En conclusion, nous sommes anti-impérialistes parce que nous sommes révolutionnaires, parce que nous opposons au capitalisme le socialisme comme système antagonique appelé à lui succéder, parce que nous accomplissons nos devoirs de solidarité avec tes masses révolutionnaires dans le monde en luttant contre les impérialistes étrangers” »⁷.

Quant au rapport entre révolution bourgeoise et révolution socialiste, là encore, la position de principe semble correcte :

« L'émancipation de l'économie du pays est seulement possible par l'action des masses prolétariennes, solidaires de la lutte anti-impérialiste mondiale. Seule l'action prolétarienne peut d'abord stimuler, ensuite réaliser les tâches de la révolution démocratique bourgeoise que le régime bourgeois est incompetent pour développer et accomplir. Son étape démocratique bourgeoise étant accomplie, la révolution devient, dans ses objectifs et sa doctrine une révolution prolétarienne. Le parti du prolétariat, apte par la lutte à l'exercice du pouvoir et au développement de son propre programme, réalise à cette étape les tâches de l'organisation et de la défense de l'ordre socialiste. Ici est magistralement concentré le problème de la révolution péruvienne et de ses étapes : l'étape démocratique nationale, ou démocratique bourgeoise de type nouveau, selon les formules de Mao Tsé Tounq, et la révolution prolétarienne. Deux étapes, la première que nous vivons depuis 1928, mais qui n'a pas encore été accomplie ni achevée, et la future, la prolétarienne ; deux étapes ininterrompues d'un même processus révolutionnaire, mais qui ne peuvent se confondre d'aucune manière dans leur caractère et leur contenu »⁸.

Ces quelques rappels et citations qui donnent une vision globalement correcte de l'étape de la révolution, n'empêchent pas de poser un certain nombre de questions importantes :

- l'analyse économique et sociale du Pérou reste figée à 1928. Cela est particulièrement net pour ce qui est de l'évolution des rapports de production capitalistes, évolution secondarisée, ou également du phénomène de l'urbanisation récente et explosive. On peut comprendre ce résultat par rapport aux nombreuses luttes politiques contre toutes les déviations de droite comme de gauche : « Ceux qui remettent en cause l'actualité (des thèses de Mariategui) prétendent que bien qu'il ait été marxiste et penseur notable, ses positions sont restées en arrière au cours des 40 années passées. Ceux-là oublient que les études et recherches ultérieures ne nient pas mais au contraire confirment les thèses de Mariategui ; et le principal que n'ayant pas achevé la révolution démocratique nationale, ni encore moins entamé la prolétarienne, la pensée de Mariategui et son chemin, sa ligne politique générale de la révolution péruvienne, restent pleinement d'actualité »⁹. Au nom du maintien de positions correctes contre l'opportunisme, on évacue la nécessité de développer l'analyse. Alors que la tâche des communistes est précisément de défendre, appliquer, enrichir le marxisme. Et l'absence d'analyse (à notre connaissance) sur la question urbaine est quand même grave.
- sur la réforme agraire, l'analyse faite est correcte, d'autant plus qu'elle ne touche vraiment que moins d'un quart des paysans. Mais tous les textes du PCP mettent avant tout l'accent sur le maintien de la féodalité, en sous-estimant la pénétration du capitalisme. C'est oublier que le féodalisme peut se transformer pacifiquement en capitalisme ; d'autant plus quand il y a le poids de l'impérialisme derrière. Le même phénomène avait d'ailleurs été noté par Marx dans les pays impérialistes (exemple de la voie Junker en Allemagne). Bref, les positions du PCP semblent surestimer les facteurs subjectifs au détriment de l'évolution des facteurs objectifs.
- sur le développement du capitalisme, l'accent essentiel est mis sur son caractère dépendant (ce que nous ne remettons évidemment pas en cause). Mais à aucun moment n'apparaissent les tâches particulières qu'impose le développement des rapports de production capitalistes, tant à la ville qu'à la campagne. On parle toujours de pays « semi-féodal », ce qui n'est pas faux, mais masque ce développement. C'est d'ailleurs pour cela que nous préférons parler de pays semi-capitaliste. La citation reproduite plus haut montre bien l'ambiguïté de ces positions, et que par lacune d'approfondissement et de positions plus précises, peut

⁷ « Réapproprions-nous Mariategui... » id. p20

⁸ Id. p17

⁹ Id. p35

apparaître la perspective de développer « un capitalisme qui permette une économie nationale et une industrialisation indépendante » pour plagier à l'envers cette citation.

et pour conclure, mises à part des déclarations générales déjà anciennes, aucune référence à la préparation de l'étape socialiste, aux tâches particulières du prolétariat dans l'industrie, dans les villes, aujourd'hui et dans le futur. On parle constamment du rôle dirigeant du prolétariat sans montrer sur quelles bases matérielles il se constitue, d'où vient sa conscience communiste.

Même en admettant une étape de démocratie nouvelle, cela nous semble erroné parce que c'est admettre la coupure complète entre les deux étapes de la révolution, à l'heure même où le développement capitaliste entremêle considérablement les tâches.

Ce qui est en jeu, au travers de toutes questions, c'est le degré de rupture une conception révisionniste, bourgeoise et nationaliste de la Révolution de Démocratie Nouvelle. Rien de ce que nous avons lu ne nous permet de critiquer les camarades péruviens de ces déviations. Au contraire, bon nombre de ces positions sont globalement correctes.

Mais rien de ce que nous avons lu ne nous permet non plus de pousser jusqu'au bout de la démarcation avec des déviations nationalistes. Nous parlerons donc de lacunes dangereuses et nous observerons attentivement l'évolution de ces questions à l'avenir.

Enfin, il ne faut pas croire que ces questions que nous posons sont des questions « pour demain », après la prise du pouvoir. Précisément parce que demain se prépare dès aujourd'hui, et qu'à esquiver ces questions on se retrouve avec des lendemains désastreux, sans pouvoir faire face aux difficultés auxquelles on n'est pas préparé.

Résumons-nous une dernière fois : la conception nationaliste et bourgeoise de la « Démocratie Nouvelle » ne nie pas formellement la direction du prolétariat mais elle ne donne à cette direction qu'une dimension instrumentale (la classe la plus conséquente dans la lutte) sur des objectifs qui ne sont pas prolétariens (mais démocratiques et nationaux), si bien que l'indépendance du prolétariat dans la révolution démocratique n'existe pas réellement mais seulement formellement (par un parti politique). L'indépendance du prolétariat ne peut exister que sur la base d'un programme socialiste et prolétarien dans les secteurs capitalistes de la société, et cela dès la première étape de la révolution. C'est seulement par cette indépendance réelle qu'il joue un rôle d'avant-garde dans la paysannerie et c'est seulement par cette indépendance qu'il peut conserver le pouvoir et entamer la révolution communiste à l'échelle de toute la société. C'est cette question que nous pouvons poser au PCP au stade actuel de nos connaissances.

II REFORMISME SPONTANÉ ET ORGANISÉ

L'analyse du réformisme organisé apparaît des plus sommaires clans les deux textes disponibles en français. Les deux caractérisations les plus fréquentes sont :

- les révisionnistes sont des laquais de Moscou
- ce sont des opportunistes électoralistes

ainsi, on peut lire « Mais il n'y a pas qu'eux (les réactionnaires) qui condamnent notre lutte armée de “terrorisme” : à ce carrosse se sont joints les opportunistes dirigés par le révisionniste endurci Jorge del Prado et sa clique, adepte aveugle du sceptre impérial de Brejnev, maître du révisionnisme russe et grand marionnettiste du révisionnisme mondial (...). D'autres encore s'unissent à la même compagnie, éblouis parce qu'ils ont appelé “ouverture démocratique” et “perspectives parlementaires” et qui, bien que la réalité mette en miettes leurs illusions, continuent de délirer dans le crétinisme parlementaire en rêvant éveillés aux élections de 1985 »¹⁰.

Même si ces deux aspects sont bien évidemment des éléments de la réalité, ils ne peuvent pas en donner une définition globale et encore moins expliquer leur influence sur le mouvement de masses.

¹⁰ « Développons la guerre de guérillas », 1982. Version française, p10 et 11.

D'autres textes donnent heureusement une analyse un peu plus riche et plus complète.

« Sur la ligne opportuniste dans les élections. L'opportunisme de droite a toute une tradition d'électoralisme dans le pays, étroitement liée à Del Prado et compagnie et au révisionnisme qui a comme porte-parole le journal « Unidad ». Au cours des élections générales de 1936, 1939, 1945 et 1963, l'opportunisme a mis le peuple et la classe ouvrière à la remorque de la grande bourgeoisie, compradore avant la deuxième guerre mondiale, bureaucratique après. L'essence de cette ligne électoraliste et de crétinisme parlementaire se concrétise dans les thèses suivantes qu'ils ont défendues lors des élections de 1945 : “Les ouvriers ont ensemble la tâche historique de lutter pour une alliance avec la bourgeoisie” ; “désormais, nous ne présenterons pas des candidats pour faire de l'agitation et de la propagande. Nous les présentons maintenant pour en faire des élus”. Thèses qui s'accompagnent de celles-ci : “Nous aurons recours à la grève seulement lorsque les patrons montreront une intransigeance telle qu'une solution pacifique ne pourra avoir lieu... Mais avant de faire grève, il faut épuiser toutes les voies pacifiques et légales” ; “au lieu de la tactique de la grève, qui doit être brandie en dernier recours - qui correspond à d'autres situations concrètes - la classe ouvrière doit préférer l'accord et la solution pacifique des problèmes au moyen des organismes d'Etat”. Thèses opportunistes de droite qui s'accompagnent de celle-ci à propos de la paysannerie “Nous devons prendre en main la tâche de transformer des milliers de paysans et d'indigènes en électeurs conscients” »¹¹.

Position par ailleurs largement développée dans le même texte, sur le soutien des tentatives bourgeoises nationales par le réformisme et le révisionnisme local. Mais le problème essentiel n'est pas dans l'analyse des positions du réformisme et du révisionnisme. La question essentielle est celle du rapport entre ce réformisme et le mouvement de masse. L'explication donnée par le PCP est grosso modo ce que nous avons appelé « la théorie du couvercle » : les masses sont révolutionnaires, mais n'ont pas encore fait la révolution du fait de l'absence d'un parti vraiment révolutionnaire qui laisse donc le champ libre aux réformistes (dont on ne sait d'ailleurs pas trop comment ils maintiennent leur domination). Explication qui situe le réformisme ou la révolution exclusivement en termes subjectifs. Quelques citations :

« Mais en fin de compte (les opportunistes) qui paraissent réunis ne représentent qu'une couche superficielle qui flotte sur la mer profonde que sont les masses populaires de notre patrie. Rappelons-nous que pour le marxisme, il y a une seule tactique quand on se réfère aux masses : différencier les masses profondes innombrables qui montent des profondeurs, de cette écume sale et putride qui flotte au gré des vagues, servant de soutien fragile au bureaucratisme des notables et caciques locaux, ainsi qu'aux faux partis prolétariens, mais vrais partis ouvriers bourgeois »¹².

« Dans le peuple au contraire on constate une direction ferme et décidée vers la révolution armée, une volonté de transformation révolutionnaire, même si elle apparaît parfois limitée et s'exprime comme simple désir de faire tomber le système dominant dépassé »¹³.

Les masses étant vues comme révolutionnaires par essence, et les réformistes comme un corps étranger, la démarcation s'effectue fondamentalement aujourd'hui sur la question de la lutte armée. S'il est évident que la lutte armée provoque aujourd'hui au Pérou une délimitation politique, il est complètement faux de croire que cette délimitation s'effectue entre révolution et réaction. L'exemple du Nicaragua montre comment le réformisme peut prendre des positions très radicales sur la question militaire, jusqu'à la lutte armée et l'insurrection.

Cette analyse simpliste du réformisme et des masses n'explique pas la persistance de la domination réformiste sur les masses, même après 4 ans et demi de lutte armée. Mais elle a son origine dans la situation objective des pays dominés, du Pérou en particulier. Pays où la domination impérialiste, la misère, créent une situation objectivement révolutionnaire permanente, où la moindre étincelle peut mettre le feu à toute la plaine (Mao Tsé Toung), et ainsi provoquer la délimitation rapide des divers camps, laissant croire à un caractère révolutionnaire du mouvement spontané¹⁴.

C'est oublier un peu vite les analyses fondamentales de Lénine sur le double caractère du mouvement spontané, analyses bien sûr également valables pour les pays dominés : caractère spontanément réformiste dominant, lié à la

¹¹ « Contre les illusions constitutionnelles et pour l'Etat de Démocratie Nouvelle », 1978 – Comité Central du PCP

¹² « Développons la guerre de guérillas », p11

¹³ Id. p21

¹⁴ Ces analyses sur situation révolutionnaire stationnaire ou en développement sont présentées de manière intéressante dans un autre texte du PCP, « Développons la protestation populaire croissante » par le Comité Central du PCP - 1979.

situation objective des masses dans la société capitaliste (ou semi-capitaliste), et embryons de conscience et de pratique révolutionnaire issus de l'antagonisme avec cette même société. Il n'est pas possible de développer ici, nous renvoyons à la Thèse n°2 de notre Congrès (la Cause du Communisme n°7).

C'est ce caractère spontanément réformiste qui permet d'expliquer l'existence du réformisme organisé, non pas étranger au mouvement, mais qui en est issu, et cherche à le maintenir dans son cadre « naturel », par la persistance de l'exploitation. C'est cela qui explique la base matérielle du réformisme organisé, qui explique que ce n'est pas une simple idéologie propulsée par la bourgeoisie ou par Moscou, mais un élément inévitable et permanent de la société, tant que le communisme n'est pas atteint. C'est-à-dire aujourd'hui, comme après la prise du pouvoir.

Cette compréhension de l'origines objective du réformisme spontané ou organisé est absolument fondamentale pour être capable d'orienter correctement la lutte des classes dans la transition au communisme, aujourd'hui vers la prise du pouvoir, demain dans la société socialiste. C'est un des éléments fondamentaux d'éducation de la classe ouvrière, pour comprendre comment diriger le processus vers le communisme et l'abolition des classes et non pas vers des impasses. Par exemple il faut être bien conscient que la réforme agraire, mise en œuvre par la Révolution de Démocratie Nouvelle, en développant la petite propriété (même collective) chez les paysans, crée les bases matérielles d'un courant politique réformiste opposé à la révolution socialiste Autre exemple, c'est la persistance des rapports de production capitalistes dans la société socialiste qui est à l'origine de l'apparition inévitable de la nouvelle bourgeoisie et non pas une quelconque perversion idéologique (réelle, mais seulement reflet de cette situation matérielle).

De tous les textes du PCP que nous avons lus, cette analyse matérialiste du réformisme, spontané ou organisé, est absente. Le révisionnisme, l'opportunisme, jusqu'à la lutte de ligne dans le Parti sont vus comme des phénomènes essentiellement idéologiques coupés de toute base matérielle. Nous dirons que sur cette question, il nous semble que les analyses du PCP présentent une déviation subjectiviste marquée.

III NATIONALISME ET INTERNATIONALISME

A. Sur l'internationalisme du Parti Communiste du Pérou

Combat Communiste écrit, à propos des thèses du PCP : « Aucune référence n'est faite à l'internationalisme, au rôle du prolétariat mondial, à la nécessité d'une internationale... ».

Signalons simplement que le PCP est membre fondateur du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste, regroupement mondial d'organisations et partis marxistes- léninistes¹⁵. Et que dans une lettre adressée au Comité du MRI, on peut lire :

« Camarades, la cause du prolétariat, de ses partis communistes et de la révolution mondiale a conquis de grandes victoires et a affronté de sévères défaites, mais elle a tiré des leçons substantielles des unes et des autres, spécialement des défaites toujours plus instructives. Et aujourd'hui, évidemment elle pénètre toujours plus dans une nouvelle période de puissantes tourmentes révolutionnaires. C'est dans ce contexte et cette perspective que nous, communistes, en sommes venus à nous unir en surgissant comme Mouvement Révolutionnaire Internationaliste dans le but de poursuivre en le développant le glorieux chemin du Mouvement Communiste International forgé sur l'idéologie invincible du prolétariat et sur ses trois grands sommets : Marx, Lénine et Mao Tsé-Toung (...). Et le plus important, nous voudrions répéter que la lutte armée que mène notre Parti au Pérou, sous les drapeaux invincibles du marxisme-léninisme-maoïsme, n'est qu'une partie de la révolution mondiale qu'elle sert ».

Nous verrons, en temps voulu, ce qu'il faut penser du MRI. Mais en attendant, il doit être clair que la volonté

¹⁵ La constitution du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste est la suite de la démarche entreprise en 1980 par « L'appel aux marxistes-léninistes, aux ouvriers et aux opprimés du monde entier » que Voie Prolétarienne avait à l'époque refusé de signer, en rendant publique sa position dans une petite plaquette. Le MRI s'est constitué début 1984 par une nouvelle déclaration publique. Voie Prolétarienne est en train d'étudier ce texte pour voir quelle position prendre à son égard.

internationaliste du PCP ne peut pas être suspectée. Il faudrait peut-être que Combat Communiste s'intéresse aux positions politiques plutôt que de mener des procès d'intention !

B. Sur le nationalisme révolutionnaire

Mao Tsé-Toung avait expliqué en son temps que dans les colonies, dans la lutte pour l'indépendance nationale, les révolutionnaires pouvaient s'appuyer, voire développer le sentiment national des masses, comme facteur idéologique révolutionnaire mobilisateur.

Aujourd'hui, du fait de la domination impérialiste au Pérou, de sa situation de pays semi-colonial, il existe des tâches nationales à accomplir. Cela est absolument incontestable et entraîne, bien sûr, la mobilisation des masses populaires sous direction du prolétariat pour l'accomplissement de ces tâches¹⁶.

Mais le Pérou n'est pas une colonie, la lutte en cours n'est pas une lutte pour l'indépendance nationale. C'est une lutte pour la transformation sociale révolutionnaire d'un pays indépendant (même si cette indépendance est largement formelle). La lutte est alors une lutte prolétarienne, dont le mot d'ordre principal est « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » ou encore « Les prolétaires n'ont pas de patrie ! ». La mobilisation sur des tâches nationales est subordonnée à l'aspect principal, la lutte prolétarienne. Et les communistes doivent être extrêmement prudents dans l'utilisation de concepts tels « la nation », « la patrie ». D'autant plus parce qu'il est acquis que le nationalisme est une des déviations principales à l'origine de la déviation du Mouvement Communiste International, dès les années 40, dans les pays impérialistes comme dans les pays dominés.

Or, on constate que ces références fleurissent fréquemment au long des divers textes du PCP. On pourrait bien sûr dire que reconnaissant le Pérou comme un pays serai-colonial, on a le droit à un semi-nationalisme ! Mais trêve de plaisanteries : le nationalisme et l'internationalisme ne sont pas que des références idéologiques qui flottent en l'air. Ce sont aussi des concepts politiques, agissant sur la lutte des classes. Et si nous soulevons cette question, ce n'est pas pour quelques « mots », c'est que sur le conflit Pérou/Equateur, la position du PCP manque de clarté.

Depuis 1942, Pérou et Equateur revendiquent la même portion de territoire amazonien (actuellement contrôlée par le Pérou). Ce conflit est exclusivement lié au pétrole présent dans ces zones et aux divers intérêts impérialistes qui agissent dans chaque pays par bourgeoisies locales, compradores et corrompues, interposées. La Texaco en Equateur, la Standard Oil, Esso ou la Shell au Pérou veulent toutes profiter du pillage de ces zones riches en pétrole. Ce conflit a éclaté militairement en 1981 pour des seules raisons de politique intérieure, tant au Pérou qu'en Equateur, pour détourner des tensions sociales qui devenaient dangereuses.

C'est l'exemple typique d'une guerre injuste, réactionnaire, pro-impérialiste, analogue à la guerre Iran-Irak ou à d'autres guerres dans le monde. La seule attitude correcte que les communistes peuvent adopter, c'est le défaitisme révolutionnaire, quitte à perdre la guerre parce que c'est le meilleur moyen d'affaiblir sa propre bourgeoisie. C'est l'attitude qu'a défendue Lénine en 1917. C'est de plus l'attitude spontanée qu'ont eue les communautés indiennes à cheval sur une frontière qui n'a pas grande signification pour elles. Or on peut lire :

« La vieille mise en question équatorienne du protocole de Rio de 1942 est bien connue ; il se trouve que cette situation est venue à s'aggraver durant les dernières années comme l'illustre l'incident frontalier de la Cordillère du Condor en Janvier 1981. Mais un tel problème, aussi délicat qu'important, a été traité de manière totalement erronée et irresponsable par le gouvernement péruvien actuel et le président Belaúnde qui le dirige à sa tête ; celui-ci étant le premier responsable puisqu'il dirige personnellement la politique internationale. Au lieu de tenter de résoudre la question, ils adoptent une position frivole et superficielle alarmante. Le fait de ne pas traiter justement et correctement le problème équatorien peut entraîner de sérieux et graves problèmes, de grandes conséquences, qui ne sont évidemment jamais directement assumées par eux mais par le peuple, qui avec son propre sang et ses efforts nous a donné le territoire qui compose notre patrie (souligné par nous). Ici encore, la politique et l'action réactionnaire du gouvernement belaundiste sont manifestes ; et il n'échappe à personne que c'est l'union des intérêts des impérialistes en conflit, avec ceux de leurs agents et partenaires internes qui gouvernent nos

¹⁶ Nous ne reviendrons pas sur les critiques de Combat Communiste à ce propos, pour qui apparemment l'impérialisme n'existe pas, il n'y a aucune tâche nationale à accomplir et donc toute référence à ces tâches n'est que le signe d'un nationalisme bourgeois.

Républiques que viennent les conflits sur nos terres latino-américaines et la multitude de guerres que nos peuples ont dû affronter »¹⁷.

On ne trouve aucune prise de position de fond sur l'attitude concrète, politique, que les communistes devaient adopter dans cette situation. Une attitude de critique de la bourgeoisie, de spectateur, doublée d'une phrase plus qu'ambiguë sur le peuple qui a acquis le sol de la patrie par le sang !

Quelle aurait été la position si par hasard l'Equateur avait commencé à envahir le Pérou ? Aurait-il fallu défendre ce « sol de la patrie » ? De telles formulations laissent effectivement craindre des glissements dangereux.

Une fois encore, rappelons l'enjeu de ces remarques : non pas la « pureté » révolutionnaire, pour pinailler sur telle ou telle formule. Mais parce qu'il s'agit encore de la rupture avec une conception révisionniste de la Révolution de Démocratie Nouvelle, avec toutes les déviations nationalistes présentes dans le Mouvement Communiste International et qui nuisent à la cause de la révolution mondiale.

IV VIOLENCE ET LUTTE ARMÉE

A. Contre le pacifisme petit-bourgeois

La violence révolutionnaire, la lutte armée font peur. Par ce qu'elles supposent de remise en cause de la vie des révolutionnaires, par le degré d'affrontement avec la bourgeoisie et ses appareils.

Pourtant l'histoire l'a prouvé, Marx, Lénine, Mao l'ont analysé, c'est le seul moyen d'accoucher un monde nouveau parce qu'il faut détruire l'ordre ancien que la bourgeoisie et l'impérialisme défendent becs et ongles, utilisant toute la panoplie de moyens répressifs que lui permet le contrôle du pouvoir d'Etat.

La Révolution, comme disait Mao, ce n'est pas un dîner de gala et le déclenchement de la lutte armée amène son cortège d'horreurs et de sang. Après la Commune de Paris, l'insurrection puis la guerre civile en URSS, la révolution chinoise, les guerres de libération en Algérie et ailleurs, le Pérou ne fait pas exception à la règle.

Et qu'en dit Combat Communiste :

« Il est clair que les révolutionnaires ne renvoient pas dos à dos les violences des exploités à celles des exploiters. L'hypocrisie des journalistes qui s'indignent des violences de « Sentier Lumineux », mais ferment pudiquement les yeux sur celles des grandes puissances, à commencer par l'impérialisme français, est sans limite. Ce n'est pas pour autant que La violence soit un critère de classe, et une politique juste. Si les véritables révolutionnaires ne sont pas des non-violents bélants, ils ne se font pas non plus l'apologie de la violence, sous prétexte qu'elle est utilisée par des mouvements se revendiquant du "communisme". Faut-il rappeler encore le cas du Cambodge, où les "Khmers Rouges" ont massacré toute une partie de la population, applaudi alors par divers groupes maoïstes, ou même par des organisations comme le PCI (bordighiste), au nom de la fonction révolutionnaire de la violence. Faut-il rappeler "le Grand Bond en avant" de Mao, (applaudi par le PCF) ou la "Révolution Culturelle" (applaudie par les groupes maoïstes) qui firent des millions de victimes parmi la population laborieuse. Nous disposons aujourd'hui d'informations suffisantes pour nous prononcer à propos de ces épouvantables massacres, proches du génocide par certains aspects. Ce n'est pas le cas, peut le moment, en ce qui concerne le Pérou, au sujet duquel les témoignages sont rares. Mais nous connaissons par expérience le mépris dans lequel de telles organisations nationalistes tiennent la vie humaine - y compris celle des ouvriers et des paysans ».

On retiendra :

1/

¹⁷ « Développons la guerre de guérillas » p17

Une position complètement antimarxiste et pacifiste petite-bourgeoise : « les révolutionnaires ne font pas non plus l'apologie de la violence ». Et bien si. Non pas la violence pour la violence, mais parce que c'est le seul moyen d'accomplir jusqu'au bout les tâches révolutionnaires. Combat Communiste semble rêver d'une révolution pacifiste, où la prise du pouvoir se fait finalement sans de gros dégâts. Nous aimerions savoir comment Combat Communiste voit la prise du pouvoir dans un pays impérialiste comme la France. Pour notre part, indépendamment de la forme qu'elle prendra, nous sommes convaincus qu'elle sera infiniment plus sanglante et plus violente que dans un pays comme le Pérou. Parce que dans un pays comme la France, la corruption impérialiste entraînera une profonde guerre civile, des secteurs importants de la population, y compris ouvriers (aristocratie, bureaucratie) ralliant le camp de la réaction pour défendre l'ordre impérialiste. Nous ne disons pas cela par romantisme, ou par un quelconque goût du sang, mais par réalisme matérialiste, comme un fait objectif que les révolutionnaires doivent intégrer à leur stratégie.

Il faudrait que Combat Communiste s'explique sur sa conception de la violence révolutionnaire, sa nécessité ou non, l'éducation de la classe ouvrière à sa préparation, sa mise en œuvre vers la prise du pouvoir. A ne pas avancer sur cette question, nous serions fondés à les taxer de pacifistes petits-bourgeois.

2/

La prise pour argent comptant des informations de la presse bourgeoise, et encore, de la plus réactionnaire qui soit. Car tout un secteur de l'information bourgeoise (jusqu'au très officiel Monde) reconnaît maintenant que la violence de Sentier Lumineux est tout à fait sélective, politique, à la différence d'ailleurs des massacres de l'armée. Il est évident qu'une position pacifiste amène à choisir ses références... Néanmoins une question demeure. Déclencher la lutte armée, ce n'est pas engager un schéma théorique qui suit un tracé idéal, sans problème, suivant lequel tout est prévu et planifié.

Par exemple, des affrontements entre communautés paysannes, pro ou anti-sendéristes, sont tout à fait possibles. D'une part parce que la bourgeoisie ne reste pas inactive et s'attache à diviser les paysans pour isoler le PCP. D'autre part parce que le faible niveau politique des masses permet toutes les déviations. Dans ce processus concret, les communistes ne peuvent avoir aucune garantie, ils ont seulement trois repères :

- l'éducation politique des masses pour orienter la violence révolutionnaire dans une perspective communiste ;
- la conviction de la nécessité absolue de la violence pour accoucher d'un monde nouveau. Faiblir, c'est mourir ;
- ce que nous pourrions appeler l'humanisme communiste, pour qui l'homme est la plus précieuse des richesses, que l'on n'a pas le droit de gaspiller en vain. « Une tête coupée ne repousse pas » disait Mao Tsé Toung, et c'est l'honneur des communistes que d'être particulièrement vigilants aux conséquences de leurs actes. Mais en étant bien conscients que cette valeur ne peut s'exercer que dans le cadre des deux autres.

3/

Les références au Cambodge, au Grand Bond en Avant, à la Révolution Culturelle en Chine. On notera l'oubli de la Commune de Paris et de la Révolution Russe, qui n'ont pas été particulièrement pacifiques, si on se souvient bien. Pour ce qui est du Cambodge, notre position est claire. Dans un article de février 1979 (PLP n°12) nous expliquions en quoi la libération au Cambodge était sans doute le fait de bourgeois nationalistes radicaux (jacobins, disions-nous). Mais déjà nous dénoncions les campagnes de la propagande bourgeoise à propos du Cambodge, en faisant le parallèle avec les campagnes ayant eu lieu en Europe lors de la Révolution Russe.

Pour ce qui est des exemples de la Chine, nous renvoyons CC à notre question précédente : la Révolution est-elle un dîner de gala, y compris dans ses convulsions après la prise du pouvoir ? Si oui, comment faut-il faire, nous sommes tout à fait pressés de faire connaître cette bonne nouvelle aux révolutionnaires du monde entier...

B. La stratégie d'encerclement des villes par les campagnes

Il faut d'abord bien préciser qu'il s'agit d'une stratégie militaire qui n'a rien à voir avec une remise en cause du rôle dirigeant du prolétariat. Mais stratégie militaire développée par Mao Tsé-toung, à partir des éléments objectifs de la situation des pays dominés :

La paysannerie est la force principale de la révolution du fait du faible développement du capitalisme, et de la persistance d'une situation semi-féodale à la campagne qui en fait une puissante force de révolution agraire.

Signalons que cela est toujours le cas au Pérou, où la paysannerie représente un bon tiers de la population, dans une situation politique homogène face à l'oppression serai-féodale. La classe ouvrière est encore faible, et les secteurs des services quoique très nombreux, n'ont aucune homogénéité politique, c'est-à-dire ne forment pas une classe au sens marxiste du terme.

Les insurrections citadines dans les pays dominés ne conduisent qu'à l'écrasement et au bain de sang. C'est l'échec de la révolution de Shanghai en 1927 qui a conduit Mao Tsé Toungh à envisager une autre voie militaire. C'est une analyse similaire que font les camarades du PCP :

« Au Pérou, il y a eu également de nombreuses luttes populaires dans les villes, jusqu'à des soulèvements citadins insurrectionnels, sans parler bien sûr des soi-disant "révolutions" qui n'ont été rien d'autre que des pronunciamientos militaires ou des coups d'état qui dans certains cas ont réussi à mobiliser le peuple. Pourtant aucune de ces actions, dont certaines étaient réellement héroïques n'a apporté le pouvoir à la classe et au peuple, mais elles furent écrasées dans le sang par l'armée et ses résultats n'ont servi qu'au bénéfice d'une fraction des classes exploiteuses. Cela démontre que dans le pays, le chemin pour la prise du pouvoir n'est certainement pas le soulèvement ou l'insurrection dans les villes. C'est une autre expérience fondamentale de notre lutte révolutionnaire qui doit nous vacciner contre les supposées voies insurrectionnalistes qui prétendent se centrer sur la classe ouvrière comme force principale de la révolution dans le pays »¹⁸.

Enfin la situation semi-féodale à la campagne entraîne une relative faiblesse des forces bourgeoises dans ces secteurs, une pénétration de l'Etat beaucoup moins forte, et donc de plus grandes difficultés pour les appareils de répression de l'Etat de s'affronter à la guérilla. Au Pérou, par exemple dans la région d'Ayacucho, l'armée est dans une situation délicate parce qu'elle ne connaît pas la région et que tous ses soldats indiens désertent avec armes et bagages.

C'est de ces éléments que découle la stratégie militaire d'encerclement des villes par les campagnes, la guerre de guérillas, la guerre populaire prolongée pour la construction de l'Etat de Démocratie Nouvelle. Mais cette stratégie n'exclut pas, bien au contraire le travail dans les villes :

« Mettre l'accent sur le travail dans les bases rurales ne signifie pas abandonner le travail dans les villes et dans les vastes régions rurales qui sont encore sous la domination de l'ennemi; au contraire, sans le travail dans ces villes et dans ces régions, les bases rurales seraient isolées et la révolution courrait à un échec. D'ailleurs, le but final de la révolution est de conquérir les villes, bases principales de l'ennemi, et il ne saurait être atteint sans qu'on y fasse un travail suffisant »¹⁹.

Et c'est là qu'il faut relever une observation pertinente de Combat Communiste : « La majorité de la population au Pérou vit aujourd'hui dans les villes On mesure l'absurdité de la théorie de l'encerclement des villes par les campagnes dans de telles conditions. Non seulement cela aboutirait à un pouvoir étranger à la classe ouvrière, mais on voit mal ses chances de triompher, même si le PC du Pérou semble avoir acquis une certaine base sociale dans les régions paysannes ».

Passons sur l'absurdité, mais cette remarque est assez exacte. Elle renvoie au débat que nous avons eu plus haut sur l'entremêlement des tâches démocratiques et antiféodales et des tâches socialistes. Cette situation a également des conséquences au plan militaire. Le fait que les deux tiers de la population vivent dans les villes, montre que le travail politique et militaire dans ces secteurs urbains a une très grande importance. Contrairement à Combat Communiste, nous ne pensons pas que cela remette nécessairement en cause la stratégie d'encerclement des villes par les campagnes. Cela en montre les limites et la nécessité de développer un important travail urbain pour, le moment venu, poursuivre la guerre paysanne par l'insurrection des villes.

Cette question n'est pas abordée dans les textes que nous avons lus. Il est seulement fait référence à « la lutte armée de la campagne vers la ville ». Il serait surprenant que le PCP ne se soit pas penché sur la question, et même si c'était le cas, il est évident que l'évolution de la situation militaire l'amènera nécessairement à la poser très rapidement, vue l'importance du phénomène urbain au Pérou.

¹⁸ « Développons la protestation populaire croissante », Comité Central du PCP, 1979

¹⁹ « La Révolution Chinoise et le Parti Communiste Chinois », Mao Tsé-toungh, 1939.

Pour l'instant, au niveau militaire, la pratique semble donner raison à la stratégie choisie par le Parti Communiste du Pérou. Et compte tenu de nos connaissances, il n'y a pas lieu de la remettre en cause politiquement, même si on peut en apercevoir les limites.

C. Les leçons pour les révolutionnaires en France

La situation objective n'a évidemment rien à voir dans notre pays : pays capitaliste développé, pays impérialiste, la question agraire y est résolue depuis longtemps... La stratégie de l'encerclement des villes par les campagnes n'a aucun sens pour nous.

Mais l'expérience péruvienne a le mérite de remettre au premier plan de l'actualité la question de la lutte armée, qui dépasse largement la situation dans les pays dominés et a une valeur générale.

« Tandis que la réaction est l'instinct de conservation, le rôle d'agonie du passé, la révolution est la gestation douloureuse, l'accouchement sanglant du présent »²⁰.

Mao en Chine, le PCP au Pérou appliquent cette loi générale de l'histoire à une situation concrète dans les pays dominés. En son temps, Lénine l'avait appliqué à la Russie tsariste.

Mais pour les pays impérialistes développés comme la France, force est de constater que le mouvement communiste international n'a toujours pas avancé de perspectives claires, en termes de stratégie militaire.

Lutte armée, violence révolutionnaire ? Les communistes sont relativement désarmés (si l'on peut dire !) pour appliquer de manière vivante et créatrice les leçons de l'histoire dans notre pays.

La seule expérience qui peut nous intéresser, et qu'il faut étudier sérieusement est celle des Brigades Rouges en Italie²¹.

Elles ont osé se jeter à l'eau, pour avancer sur cette question, suivant en cela les consignes de Lénine :

« Actuellement nous sommes encore très loin de nous être libérés de ces difficultés. Au début nous les voyions d'une manière complètement abstraite, comme des révolutionnaires qui font des discours mais qui ignorent complètement comment aborder les problèmes. Naturellement de nombreuses personnes nous accusaient, et tous les socialistes et sociaux-démocrates également nous accusent encore aujourd'hui, d'avoir mis la main sur ces questions sans savoir comment les résoudre. Mais ce ne sont que des accusations ridicules de cadavres vivants. Comme s'il était possible de se lancer dans la plus grande des révolutions en sachant d'avance comment elle se terminerait ! Et comme si ces connaissances pouvaient s'apprendre dans les livres ! »²².

Les faiblesses théoriques et politiques, les erreurs subjectivistes ont conduit les BR à de graves échecs, présentant une déviation militariste petite-bourgeoise marquée. Mais apparemment cet échec produit de nombreux débats en Italie, autocritiques, de retour au marxisme et au léninisme sans abandonner tous les acquis positifs de l'expérience de la lutte armée. Un autre article de cette revue montre où en est la discussion à ce sujet.

D'ailleurs, une leçon que nous pouvons dès à présent retenir de l'expérience positive du PCP, et négative des BR, c'est l'importance de la préparation politique à la lutte armée. La politique commande le militaire. Plus de quinze ans de préparation et d'éducation politique au Pérou avant d'entamer la lutte armée, et a contrario, l'échec actuel des BR par lacune de cette même direction politique dans la lutte des classes.

Reste que la stratégie de la lutte armée dans les pays impérialistes reste à élaborer, et que c'est un des points cruciaux sur lequel nous devons avancer, développer la science et la révolution.

²⁰ « Réapproprions-nous Mariategui... » p24

²¹ Nous ne parlons pas, délibérément, des actions entamées par Action Directe, la RAF et autres dont l'orientation politique se réduit à un anarchisme anti-impérialiste sommaire, que nous considérons comme étranger au marxisme. Cet article n'est pas le lieu d'en débattre. L'expérience des BR est totalement différente, dans son analyse, ses références, son action et son lien avec le mouvement ouvrier italien.

²² Cité dans « Développons la guerre de guérillas », p12

V OUI, NOUS SOUTENONS « SENTIER LUMINEUX » !

Et il ne s'agit pas d'un vague soutien à une révolte populaire, sans trop se mouiller quant à sa direction. Tous les éléments dont nous disposons nous permettent d'affirmer que, dans ses grands axes et comme aspect principal, l'orientation portée par le Parti Communiste du Pérou est une orientation marxiste-léniniste correcte.

Ce soutien n'a rien à voir avec une quelconque « apologie », avec un « soutien politique inconditionnel », ou « aveugle » comme nous le prêtent les camarades de Combat Communiste. Nous avons appris, dans la douleur des échecs des révolutions passées ce que valaient les soutiens inconditionnels. Nous avons appris que l'habit rie fait pas le moine, que les grands discours révolutionnaires n'avaient de valeur que dans leur réalisation concrète. Au travers des soutiens à l'Algérie, au Vietnam, au Chili, à la Chine, nous avons peu à peu rompu avec l'idéalisme petit-bourgeois pour revenir à des positions marxistes et léninistes. Cela est d'ailleurs une constante de Voie Prolétarienne depuis sa création, illustrée par nos positions sur l'Iran, la Palestine, la Guadeloupe, l'Irlande, etc. Non, Combat Communiste rêve en nous prêtant un quelconque soutien inconditionnel à Sentier Lumineux.

Cet article en est une preuve supplémentaire. Nous critiquons ce qui nous semble incorrect, publiquement, en en montrant les enjeux et nous attendons d'ailleurs la même attitude en retour à notre rencontre.

Mais nous prenons position. Certes, nous avons relevé de grosses lacunes, ou des interrogations, sur la préparation de l'étape socialiste sur l'analyse du réformisme. Si malgré cela nous maintenons notre soutien, c'est :

- parce que le reste des positions du PCP donne des fondements politiques solides et corrects pour corriger ces lacunes, et que son analyse et son activité actuelle font avancer la révolution prolétarienne au Pérou.
- parce que nos critiques portent pour l'instant plus sur des lacunes et des interrogations que sur des positions erronées clairement affirmées.
- parce que nous rejetons la position petite-bourgeoise qui refuse de se mouiller dès qu'apparaît un problème dans le programme politique, et qui attend la perfection, le programme « vraiment » révolutionnaire pour s'engager. Position qui exige des garanties sur l'avenir d'un mouvement ou d'un parti, alors qu'on ne peut juger une force politique que sur son programme et son activité actuelle et passée. Nous disons tranquillement que nous n'avons aucune garantie sur l'avenir du PCP, de même d'ailleurs que nous n'avons aucune garantie sur l'avenir de Voie Prolétarienne. Nous prenons position, à un moment donné, par rapport à des positions données, avec des enjeux précis.

Nous rejetons le scepticisme généralisé, lié aux échecs des révolutions passées et au reflux actuel du mouvement de masse. Certes il comporte un aspect juste, celui de refuser de se laisser berner une fois de plus. Mais il comprend aussi un aspect erroné : le refus de s'engager, en attendant la perfection révolutionnaire. Le scepticisme n'est finalement que la version inversée de l'idéalisme qui prévalait dans la période précédente des soutiens inconditionnels : une position anti-matérialiste qui refuse de voir la réalité dans sa contradiction, et qui refuse de déterminer l'aspect principal d'une contradiction, au nom de la complexité de la réalité. Bref, une position qui mène soit à l'échec (idéalisme) soit à la paralysie et à l'impuissance (scepticisme). Citons à nouveau J.C. Mariategui à ce propos, pour une phrase qui bien qu'un peu unilatérale, montre l'attitude correcte que les communistes doivent adopter :

« Les masses réclament l'unité, les masses veulent la foi. Et pour cela, leur âme refuse la voix corrosive, la voix dissolvante et pessimiste de ceux qui nient et ceux qui doutent. Elle cherche la voix optimiste et cordiale, jeune et féconde de ceux qui affirment et de ceux qui créent »²³.

Nous ne voulons évidemment pas nier la pertinence des questions et des interrogations. Mais seulement les resituer dans une orientation générale créatrice et positive.

C'est le sens de notre soutien, relatif et raisonné, nous l'avons vu au Parti Communiste du Pérou. Soutien actuel et non pas permanent, constamment remis en cause par l'évolution des positions politiques et de la lutte des classes. Soutien politique et non pas affectif, à la recherche d'un nouveau modèle disparu avec la Chine et l'Albanie. Voilà le sens de notre soutien, en tant que marxistes-léninistes, en tant que matérialistes, et nous engageons tous les

²³ « Réapproprions-nous Mariategui... » p30

révolutionnaires à adopter la même attitude.

POST-SCRIPTUM

Peu après la rédaction de cet article, de nouvelles informations nous ont été communiquées sur les positions du Parti Communiste du Pérou, en particulier sur les diverses questions et interrogations restées ouvertes dans notre texte :

- sur la conception de la Révolution de Démocratie Nouvelle, le développement du capitalisme, sa dépendance et les tâches qui en découlent pour les communistes*
- sur le développement des villes et le phénomène de d'urbanisation, et la manière dont le PCP t'analyse, et les conséquences qu'elles entraînent au niveau stratégique et tactique*
- sur la question du nationalisme.*

Compte tenu des délais, il nous a été impossible de reprendre ce texte à temps, pour intégrer ces éléments nouveaux. Dans le prochain numéro de la revue, un texte complémentaire les abordera et les développera.